



SYNTHÈSE DU BUREAU DE L'UNÉDIC

15 avril 2026

ACTUALITÉS

Soutenabilité financière du régime

Les membres du Bureau ont **échangé** sur la situation financière du régime, **de plus en plus fragilisée** par l'accumulation de décisions exogènes

L'échange a mis en avant deux enjeux majeurs : la nécessité de **prévisibilité financière** et la **préservation des ressources** du régime

Présentation du suivi de la feuille de route

Dans le cadre du point mensuel récurrent sur l'avancée des projets de la feuille de route, le Bureau a validé la création d'une nouvelle commission financière et extra-financière afin notamment de **renforcer le lien entre la gouvernance et les services**.

Cette commission a vocation à **améliorer l'information, l'analyse et l'éclairage du Bureau** sur les orientations financières et extra-financières du régime.

Les membres du Bureau valident la création d'une commission financière et extra-financière.

SUIVI

Note de suivi conjoncturel

En 2025, le PIB a progressé de **+0,9 %**, conformément à la prévision financière de l'Unédic, tandis que le Consensus des économistes de mars maintient une croissance attendue de **+1,0 % en 2026**.

En mars 2026, l'inflation atteindrait **+1,7 %**, après **+0,9 % en février**, sous l'effet du rebond des prix de l'énergie. En 2025, l'emploi salarié privé a reculé de **60 200 postes**.

Le taux de chômage BIT a augmenté tout au long de 2025 pour atteindre **7,9 % au 4e trimestre**, tandis que le nombre d'inscrits à France Travail en catégories A à E s'élevait à **6,5 millions** en février.

Situation financière de l'Unédic

En mars 2026, la variation de trésorerie de l'Unédic s'est établie à **-680 M€**, portant le cumul annuel à **-948 M€**.

Le **3 mars**, l'Unédic a **remboursé 2,25 Md€** d'emprunts obligataires arrivant à échéance, au taux moyen de **0,72 %**. Le **11 mars**, elle a lancé son programme annuel de financement de long terme avec une émission **Social Bond à 10 ans de 3,5 Md€**, au taux de **3,768 %**.

Fin mars, l'encours de dette court terme s'établissait à **10,9 Md€** et l'encours de placements à **3,9 Md€**, en baisse dans le cadre de l'optimisation de l'endettement public, tandis que la BCE maintenait ses taux directeurs inchangés.